

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 29/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL

Village d'entreprises
ZA du Rozier Coren
15100 Saint-Flour

Références : 20230629-RAPINSP-15-118-inspection-SYTEC-ISDND-Saint-Flour
Code AIOT : 0016200058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 concernant le SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL, installation de stockage de déchets non dangereux implantée aux Cramades 15100 Saint-Flour. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL
- décharge des Cramades 15100 Saint-Flour
- Code AIOT : 0016200058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYTEC exploite sur ce site implanté sur les communes de Saint-Flour et Andelat une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'une activité de compostage des déchets verts et des boues d'épuration. Un centre de tri des déchets non-dangereux situé en entrée du site a été également historiquement autorisé.

Le site de traitement est actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires successifs.

Un nouveau casier de stockage est en cours de construction et devrait être opérationnel en 2023. Il s'inscrit dans l'autorisation initiale du casier 2, pour une capacité d'enfouissement totale de 400 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- avancement des travaux du casier 3 (terrain) et articulation calendrier (en vue future visite recollement nouveau casier)
- suites données visite précédente, sur la caractérisation des déchets entrants (action nationale 2022)
- bilan environnemental 2022
- évolution du site et connexes (cessation partie centre de tri)

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le volume résiduel du casier en exploitation permet de faire le lien d'ici la mise en service du nouveau casier. Les travaux sur le casier nouveau seront terminés courant août 2023. La visite de récolement pourra intervenir à l'automne 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suite de visite du 19/10/2022 (action nationale déchets)	Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 541-48-3
2	Suite de visite du 19/10/2022 (action nationale déchets)	Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 541-48-4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suites de la visite précédente :

- partie caractérisation des déchets entrants. Suite à cette visite le SYTEC a écrit aux professionnels apporteurs de déchets : 22 caractérisations sur une trentaine ont été réalisées
- dépassement concentration azote (constat n°6 inspection du X octobre 2022) : conformité (flux calculé à 1,39 kg/j < 2 kg/j)

Le bilan environnemental 2022 sera finalisé puis transmis en juillet 2023.

La déclaration annuelle GEREP a été effectuée, n'appelle pas de commentaire.

Le rapportage de l'autosurveillance GIDAF n'a pas été effectuée en 2023. L'exploitant indique que la station de traitement des lixiviats sera remise en route le 4 juillet.

Il est constaté que le piézomètre amont reste inopérant. Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de mise en place d'un réseau de piézomètres (dont un amont).

Concernant les travaux réalisés, il a été présenté lors de la visite :

- le rapport de contrôle d'étanchéité de la barrière de sécurité passive du casier (essais de perméabilité, essais simple anneau) des 1 et 2/12/2022,
- le rapport de contrôle de l'étanchéité géomembrane du casier du 4/05/2023,
- le rapport de contrôle d'étanchéité des soudures du bassin à lixiviats en date du 12/12/2022

La visite de terrain (casier nouveau, bassin à lixiviats) n'appelle pas de remarque particulière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de visite du 19/10/2022 (action nationale déchets)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Suite visite-précédente (19/10/2022 -AN déchets)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation.
Constats : Un classeur des caractérisations de déchets a été établi. Le travail est bien engagé par le SYTEC qui a écrit aux producteurs suite à la visite du 19 octobre 2022. 22 caractérisations sur une trentaine demandées aux professionnels ont été réalisées
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite de visite du 19/10/2022 (action nationale déchets)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Suite visite-précédente (19/10/2022 -AN déchets)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.
Constats : Il a été présenté les attestations fournies. le travail est bien engagé par le SYTEC suite à la visite du 19 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance eaux-souterraines-réseau de piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est installé deux piézomètres à l'aval hydraulique de la décharge et un à l'amont hydraulique. Les piézomètres sont protégés contre les risques de détérioration et munis d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadénassé.
Constats : piézomètre amont inopérant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet